

Déclaration du Président Buzek à l'occasion du décès de Kim Jong-il lundi 19/12/2011

Comme suite au décès de Kim Jong-il, le Président du Parlement européen, Jerzy Buzek, a fait la déclaration suivante:

"Le peuple nord-coréen a enduré un calvaire inqualifiable sous le régime de Kim Jong-il. Il a en effet terrorisé son propre peuple pendant son règne autocratique. J'espère que les dirigeants de Corée du Nord comprendront les signes des temps. La stabilité de cette région est d'une importance primordiale en ces jours difficiles de transition, mais un nouveau départ est maintenant nécessaire. Ce régime ne peut pas poursuivre sur la même voie que par le passé. Le Parlement européen envoie un message fort de soutien au peuple coréen.

Le Parlement européen s'inquiète profondément de voir les droits de l'homme bafoués en Corée du Nord. Nous encourageons vivement la Corée du Nord à lever les restrictions imposées en matière de liberté d'information, d'association et de réunion des groupes religieux et à respecter la liberté de religion ou de conviction. Ce sont les Nord-coréens qui souffrent.

Le Parlement européen exhorte les autorités nord-coréennes à prendre des mesures concrètes et tangibles pour améliorer la situation dans le domaine des droits de l'homme et leur demande, à cet égard, de permettre l'inspection, par des experts internationaux indépendants, de tous les types de centres de détention et d'autoriser des rapporteurs spéciaux des Nations unies se rendre dans le pays. Le gouvernement nord-coréen doit lever les restrictions mises à la capacité du personnel international de surveiller la répartition de l'aide et de veiller à ce que l'aide internationale atteigne les personnes qui en ont besoin. J'insiste avec force auprès des autorités nord-coréennes pour qu'elles inaugurent un dialogue constructif sur les droits de l'homme avec l'Union européenne.

Nous avons foi dans le changement que peut et doit opérer la Corée du Nord dans son attitude envers les droits de l'homme et les libertés fondamentales. Le Parlement européen nourrit l'espoir que, dans un avenir proche, la société nord-coréenne pourra profiter des valeurs et des droits fondamentaux partagés.